

## Rapport hebdomadaire – semaine du 25 mars 2002

### 1. Sommaire statistique

1.1 Vue d'ensemble									
<b>Nombre de séances</b>	4		<b>Nombre de participants</b>		61		<b>Nombre d'observateurs</b>		31
<b>Participants par catégories</b>	45 Producteurs	7 Transformateurs	1 Distributeur	1 Détaillant	0 Consommateurs	2 Universitaires	2 ONGE	3 Autres	

1.2 Sommaire des événements				
Floriculture	<u>11 participants</u> 8 producteurs 1 distributeur 1 détaillant 1 universitaire	<u>5 observateurs</u> 1 du fédéral 3 du provincial 1 du portefeuille	Hamilton (Ontario)	28 mars 2002
Fruits	<u>23 participants</u> 20 producteurs 2 transformateurs 1 écologiste	<u>10 observateurs</u> 3 du fédéral 6 du provincial 1 du portefeuille	Truro (Nouvelle-Écosse)	28 mars 2002
Céréales et oléagineux	<u>12 participants</u> 7 producteurs 1 transformateurs 1 écologiste 2 autres intervenants	<u>12 observateurs</u> 4 du fédéral 5 du provincial 3 du portefeuille	London (Ontario)	27 mars 2002
	<u>15 participants</u> 10 producteurs 4 transformateurs 1 universitaire	<u>4 observateurs</u> 1 du fédéral 2 du provincial 1 du portefeuille	Lethbridge (Alberta)	28 mars 2002

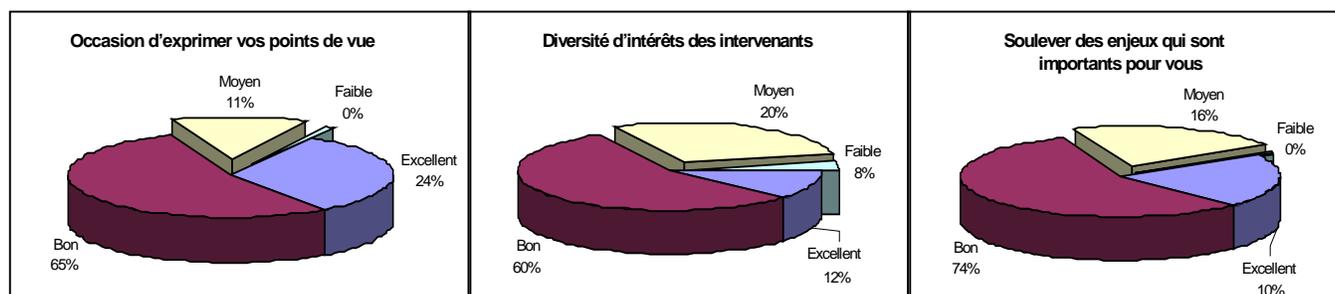
## 2. Évaluation des participants

### 2.1 Opinions à l'égard du processus de consultation

- Les participants ont commencé par exprimer un scepticisme à l'égard du processus et une méfiance quant à la sincérité du gouvernement à mener une consultation ouverte. Ils désirent voir des preuves de la bonne volonté soutenue du gouvernement.
- Les participants aux événements veulent continuer de participer au processus et ont demandé des exemplaires des rapports de leurs événements ainsi que de l'ensemble des consultations.
- Les participants à trois des quatre événements ont exprimé des préoccupations face au manque de préavis relativement aux consultations. Certains participants n'ont reçu leur trousse que la journée précédente ou la journée même de l'événement.

### 2.2 Points de vue à l'égard de la réunion de consultation

- À la fin de la journée, on a demandé aux participants de remplir un questionnaire. En dépit des préoccupations et des critiques exprimées plus tôt relativement au processus, les répondants ont donné une très bonne cote aux réunions de consultation. Voici les résultats :
- Lorsqu'on leur a demandé de coter la valeur de l'atelier :
  - 89 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour leur fournir une occasion d'exprimer pleinement leurs points de vue;
  - 72 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour des intervenants aux intérêts divers; et
  - 84 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour soulever les enjeux qui sont importants pour eux; aucun participant n'a coté la séance faible.



### 2.3 Opinions à l'égard du CSA

- On a demandé aux participants d'indiquer le degré avec lequel leur opinion du CSA avait changé suite au processus de consultation. Environ la moitié des participants ont indiqué que leur opinion avait changé « un peu ou beaucoup », et l'autre moitié « pas beaucoup ou pas du tout ».

### 3. Sommaire de la discussion

3.1 Commentaires généraux	
<b>Observations positives (trois principales observations)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De façon générale, les participants étaient heureux d’être consultés et ont accueilli favorablement l’occasion d’apporter des commentaires au sujet du CSA.</li> <li>▪ Les participants étaient tous d’accord avec l’orientation présentée dans le CSA, quoique certains groupes étaient d’avis qu’il y avait des enjeux plus importants pour l’agriculture que ceux soulevés dans les documents du CSA.</li> <li>▪ Tous les groupes ont indiqué que l’industrie occupait déjà une position de chef de file dans plusieurs secteurs cernés dans le CSA et qu’elle devrait continuer d’occuper cette position.</li> </ul>
<b>Observations négatives (trois principales observations)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L’opinion générale était que le processus de consultation s’est fait de façon hâtive et il existe une inquiétude relativement au cadre stratégique qui semble être un fait accompli.</li> <li>▪ La plupart des groupes ont indiqué que les enjeux entourant le commerce international constituaient une lacune importante du CSA; un groupe a même suggéré que ce dossier devrait constituer le sixième élément.</li> <li>▪ Il existe un sentiment généralisé à l’effet que la discussion entourant le CSA est trop théorique et qu’à cette étape-ci, les administrations publiques devraient affecter des ressources pour préparer la mise en œuvre et la transition.</li> </ul>

#### 3.1 Sommaire de la discussion – Floriculture

L’événement de floriculture a bénéficié d’une bonne représentation de l’ensemble de la chaîne sectorielle, quoique les groupes environnementaux et les regroupements de consommateurs étaient de toute évidence absents. Malgré la représentation variée, un consensus a toutefois été atteint sur la plupart des points, plus particulièrement dans les deux secteurs suivants. Tout d’abord, l’industrie de la floriculture désire que le gouvernement et le public reconnaissent qu’elle constitue un élément déterminant et essentiel du secteur de l’agriculture. Les intervenants ne considèrent pas que les administrations publiques saisissent leurs préoccupations ou comprennent les avantages qu’ils offrent à la société. En particulier, ils aimeraient que de l’argent soit affecté à la recherche au sein de leur industrie, laquelle selon eux n’a pas reçu la même attention que les autres secteurs.

Deuxièmement, les intervenants voient l’industrie de la floriculture comme étant différente des autres industries agricoles et agro-alimentaires. À cet égard, les participants ont indiqué que le CSA ne « cadre pas bien » avec leur secteur. Ils ont souligné qu’ils ne voulaient pas de subventions ou autres interventions gouvernementales dans leurs marchés. Ils veulent plutôt avoir accès aux outils et aux possibilités qui leur permettront de prospérer dans un marché libre. Ils veulent notamment des allègements fiscaux, de l’aide en recherche et développement, l’accès à de la main-d’œuvre, une facilité dans les mouvements transfrontaliers et des stimulants à la commercialisation pour faire connaître le Canada comme le chef de file mondial en floriculture. Idéalement, ils aimeraient créer une association de toute l’industrie, soutenue par l’État, afin de commercialiser et de faire connaître leurs produits comme étant les meilleurs au monde.

### 3.2 Sommaire de la discussion – Fruits

Cet événement, qui s'est tenu à Truro, avait une bonne représentation des producteurs et des transformateurs ainsi que des observateurs gouvernementaux des quatre provinces de l'Atlantique. Les opinions des consommateurs, des détaillants, des universitaires et des chercheurs n'étaient cependant pas représentées. En règle générale, les participants étaient positifs, exprimant leur appui pour les volets de protection de l'environnement et de salubrité des aliments du CSA. Ils ont également offert des critiques constructives concernant le besoin pour les administrations publiques d'affecter les ressources nécessaires afin de mettre en œuvre des programmes, plutôt que de faire assumer de nouveaux frais par les propriétaires de ferme de petite envergure qui manquent déjà d'argent.

Les participants étaient d'avis que le CSA ne reflète pas suffisamment les facteurs internationaux qui menacent l'agriculture canadienne. Les exemples cités comprenaient les subventions internationales, les politiques de l'OMC et les politiques d'importation qui permettent l'entrée au Canada de produits de piètre qualité au profit à bas prix. Ils trouvent aussi que le CSA ne traite pas de façon adéquate l'érosion des marges bénéficiaires des producteurs primaires au profit des grandes entreprises de détail et de transformation - érosion qui, selon eux, détruit le renouvellement des régions rurales et la confiance dans l'avenir du secteur. Un commentaire général voulait que la rentabilité devrait être considérée comme un élément indépendant, quoiqu'on reconnaisse qu'elle est liée à la gestion des risques et au renouveau des régions rurales.

### 3.3 Sommaire de la discussion – Céréales et oléagineux

Les producteurs étaient bien représentés aux événements sur les céréales et oléagineux durant cette période. Quoique les participants aux deux événements aient commencé leurs séances en exprimant une grande préoccupation et beaucoup de scepticisme face au processus de consultation, les deux groupes ont été au-delà de ces questions pour traiter des éléments du CSA de façon constructive. L'appui était grand pour la salubrité et la qualité des aliments, la protection de l'environnement, et la science et l'innovation; toutefois les participants se sont montrés inquiets relativement au coût pour les producteurs, au fardeau d'une réglementation excessive et au degré avec lequel ces initiatives correspondraient aux engagements de commerce international.

Les deux groupes ont conclu que le commerce international était la préoccupation principale pour l'industrie des céréales et des oléagineux au Canada. De nombreux participants ont réclamé des programmes de contrepartie au Canada pour répondre aux subventions américaines et de l'UE, ainsi que des stratégies pour traiter des conflits commerciaux et des négociations multilatérales. Nombre des participants ont convenu que les questions commerciales, et leur impact sur les prix, nuisent considérablement à la durabilité d'ensemble de l'industrie des céréales et oléagineux. Les participants comptent sur les administrations publiques pour affecter des ressources (financières et autres) à ces enjeux et pour défendre les intérêts agricoles du Canada au pays et à l'étranger.